



**HAL**  
open science

# Les jeunesses catholiques en France sous le régime de Vichy

Vincent Flauraud

► **To cite this version:**

Vincent Flauraud. Les jeunesses catholiques en France sous le régime de Vichy. Julien Bouchet; Florence Faberon. Mouvements philosophiques et religions durant les années noires, 9, Editions Recherches sur la cohésion sociale, pp.173-189, 2024, 978-2-492091-08-7. hal-04675820

**HAL Id: hal-04675820**

**<https://hal.science/hal-04675820v1>**

Submitted on 22 Aug 2024

**HAL** is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

# Les jeunesses catholiques en France sous le régime de Vichy

Vincent FLAURAUD

*Maître de conférences en histoire contemporaine, Université Clermont Auvergne, Centre d'histoire « Espaces et cultures » (CHEC)*

Étudier la jeunesse catholique en France au cours des « années noires » revient à s'interroger sur les modalités de la rencontre opérée alors entre le principal pôle d'organisations de jeunes et un État français qui d'une part a donné bien des gages à l'Église<sup>1</sup> et, d'autre part, n'a cessé de mettre en avant des ambitions fortes pour la jeunesse<sup>2</sup>. Ce dernier trait est partagé avec les autres pouvoirs autoritaires. Imprégner les générations montantes de ses valeurs est un pari sur l'avenir pour « régénérer la nation »<sup>3</sup>. « La jeunesse », pour autant, n'est pas une catégorie allant de soi<sup>4</sup>. Elle est une construction socio-culturelle : entre la sortie d'un niveau de formation élémentaire et le début d'une vie adulte, un âge intermédiaire est associé à des comportements spécifiques, liés à des apprentissages toujours en cours et à la non-installation dans un état social stable. L'intérêt de l'étude de cette tranche d'âge dans ce contexte est qu'elle s'approche de sa majorité ou l'inaugure et peut formuler des opinions, voire s'engager.

La structuration de l'encadrement de la jeunesse par l'Église est alors multiforme et s'est largement accrue et densifiée dans l'entre-deux-guerres. On laissera ici de côté les organisations centrées sur l'enfance (patronages<sup>5</sup>, Cœurs vaillants et Âmes vaillantes<sup>6</sup>). Le scoutisme<sup>7</sup>, masculin et féminin, qui a pris son essor dans l'entre-deux-guerres – la déclinaison catholique (Scouts et Guides de France) l'a vite emporté par la masse réunie –, est à cheval sur l'enfance et la jeunesse, mais avec une présence affirmée de celle-ci, même si le poids des adultes dans l'encadrement reste marqué<sup>8</sup>. L'essentiel des effectifs masculins de jeunesse catholique relève de l'ACJF,

---

<sup>1</sup> Jacques Duquesne, *Les Catholiques français sous l'Occupation*, Paris, Grasset, 1986 [1<sup>ère</sup> éd. 1966], 477 p. ; Michèle Cointet, *L'Église sous Vichy. La repentance en question, 1940-1945*, Paris, Perrin, 1998, 404 p.

<sup>2</sup> Wilfried Douglas Halls, *Les Jeunes et la politique de Vichy*, Paris, Syros/Alternatives, 1988, 502 p. ; Pierre Giolitto, *Histoire de la jeunesse sous Vichy*, Paris, Perrin, 1991, 698 p. ; Jean-William Dereymez (dir.), *Être jeune en France (1939-1945)*, Paris, L'Harmattan, 2001, 352 p..

<sup>3</sup> Yagil Limore, « Les Équipes nationales : 1942-1944 », *Guerres mondiales et Conflits contemporains*, n° 184, 1996, p. 93-107.

<sup>4</sup> Pierre Bourdieu, *Questions de sociologie*, Paris, éditions de Minuit, 1984, p. 143-154 ; Olivier Galland, *Sociologie de la jeunesse*, Paris, A. Colin, 2022, 288 p..

<sup>5</sup> Gérard Cholvy, *Le Patronage, ghetto ou vivier ?*, Paris, Nouvelle cité, 1988, 295 p.

<sup>6</sup> Vincent Féroldi, *La Force des enfants. Des Cœurs vaillants à l'ACE.*, Paris, éditions Ouvrières, 1987, 336 p.

<sup>7</sup> Philippe Laneyrie, *Les Scouts de France. L'évolution du Mouvement des origines aux années 80*, Paris, Le Cerf, 1985, 430 p. ; Gérard Cholvy et Marie-Thérèse Cheroutre (dir.), *Le Scoutisme. Quel type d'hommes ? Quel type de femmes ? Quel type de chrétiens ?*, Paris, Le Cerf, 1994, 515 p. ; Christian Guérin, *L'Utopie Scouts de France. Histoire d'une identité collective, catholique et sociale, 1920-1995*, Paris, Fayard, 1997, 583 p. ; Marie-Thérèse Cheroutre, *Le Scoutisme au féminin : les Guides de France, 1923-1998*, Paris, Le Cerf, 2002, 628 p. ; Gérard Cholvy, *Le Scoutisme. Un mouvement d'éducation au xx<sup>e</sup> siècle*, Montpellier, Université Paul-Valéry, 2003, 462 p. ; Manon Radiguet de La Bastaine, *Engagement scout, engagements résistants. Les Scouts de France dans la tourmente de la Seconde Guerre mondiale (1940-1945)*, mémoire de master, Paris 1-CHS, 2018, 280 p.

<sup>8</sup> Chez les Guides, la présidente a cinquante ans en 1939.

l'Association catholique de la jeunesse française<sup>9</sup>, et l'absence d'une structure féminine identique fait souvent oublier l'importance des groupements féminins, notamment des fédérations diocésaines de jeunes filles<sup>10</sup>. Dans cette sphère hors scoutisme, le grand renouvellement de l'entre-deux-guerres a été celui de l'émergence, à partir du modèle belge, des mouvements dits « spécialisés » par milieux, au nom d'un « apostolat du semblable par le semblable ». Leur spécificité était aussi de promouvoir des méthodes actives de formation, autour du triptyque « voir, juger, agir ». JOC (Jeunesse ouvrière chrétienne, en 1926), JAC et JEC (agriculteurs et étudiants, 1929), JMC (marins, 1930), JIC (Indépendants, 1931), sont nées, inégalement acceptées et soutenues selon les diocèses, et se sont vite dotées, en parallèle, de mouvements féminins<sup>11</sup>. Le spectre des âges penche clairement ici du côté des jeunes.

À la sortie de la guerre sont diffusés des bilans contrastés de la façon dont les mouvements de jeunesse catholiques se sont comportés pendant ces années où ils ont été projetés de fait « dans une relation avec le politique »<sup>12</sup>, eux qui en avaient été maintenus à distance. Un Emmanuel Mounier, fin 1944 dans la revue *Esprit*, reproche aux scouts et aux « mouvements confessionnels » d'avoir été désarmés intellectuellement face aux enjeux du temps de guerre<sup>13</sup> :

« On [y] abhorrait la politique et ses compromissions, on se repliait sur les jardins secrets de la vie intérieure [...] ; on a méprisé à ce point le politique [...] que l'on a privé la nation malgré soi de serviteurs qui lui ont manqué au moment décisif. »

En 1946, un Paul Vergnet, au contraire, dans *Les catholiques et la Résistance*, tend à ne voir chez eux que prise de distance face à l'occupant et au régime de Vichy. L'approche s'est ainsi largement concentrée sur la capacité qu'avaient pu avoir ou non ces mouvements à saisir la nature du drame du moment et à dégager quelque clairvoyance. Des synthèses des années 1980-90 ont dressé un état des lieux plus équilibré<sup>14</sup> – mais sans disposer alors des travaux spécifiques sur les divers mouvements menés depuis un quart de siècle<sup>15</sup>, qui permettent aujourd'hui d'étayer davantage le

---

<sup>9</sup> Gérard Cholvy, *Mouvements de jeunesse chrétiens et juifs : sociabilité juvénile dans un cadre européen, 1789-1968*, Paris, Le Cerf, 1985, 432 p. ; Gérard Cholvy, Bernard Comte, Vincent Féroldi, *Jeunesses chrétiennes au XX<sup>e</sup> siècle*, Paris, éditions de l'Atelier, 1991, 174 p. ; Gérard Cholvy, *Histoire des organisations et mouvements chrétiens de jeunesse en France*, Paris, Le Cerf, 1999, 420 p.

<sup>10</sup> Jacqueline Roux, *Sous l'étendard de Jeanne. Les Fédérations diocésaines de jeunes filles, 1904-1945*, Paris, Le Cerf, 1995, 310 p.

<sup>11</sup> Pour une vue synthétique : Gérard Cholvy, *Histoire des organisations...*, *op. cit.*

<sup>12</sup> Marie-Thérèse Cheroutre, *Le Scoutisme...*, *op. cit.*, p. 181.

<sup>13</sup> Emmanuel Mounier, « La jeunesse comme mythe et la jeunesse comme réalité. Bilan, 1940-1944 », *Esprit*, décembre 1944, p. 143-151.

<sup>14</sup> Jacques Duquesne, *Les Catholiques...*, *op. cit.* ; Pierre Giolitto, *Histoire de la jeunesse...*, *op. cit.* ; Michèle Cointet, *L'Église...*, *op. cit.* ; Gérard Cholvy, *Histoire des organisations...*, *op. cit.* ; Claire Andrieu, « Démographie, famille, jeunesse », in Jean-Pierre Azéma et François Bédarida (dir.), *La France des années noires*, t. 1, *De la défaite à Vichy*, Paris, Le Seuil, 2000 [1993], 592 p.

<sup>15</sup> Élisabeth Croquison, *Elles et eux en Action catholique, étude des représentations féminines et masculines dans la JICF (1930-1980)*, thèse, Institut catholique de Paris, 1995, 321 et 308 p. ; François Leprieur (dir.), *JAC/MRJC Origines et mutations*, Lyon, Chronique sociale, 1996, 424 p. ; Françoise Richou, *La Jeunesse ouvrière chrétienne (JOC). Genèse d'une jeunesse militante*, Paris, L'Harmattan, 1997, 240 p. ; Vincent Flauraud, *La JAC dans le Massif central méridional (Cantal, Aveyron) des années 1930 aux années 1960*, thèse, Université de Provence, 2003, 700 p. ; Jean Divo, *L'Aubier. La JOC et la JOCF dans le diocèse de Besançon 1927-1978*, Paris, Le Cerf, 2015, 374 p. ;

diagnostic et de s'employer à dessiner des pistes pour dépasser le constat d'une juxtaposition entre signes de proximité et manifestations de prise de distance vis-à-vis de l'État français.

## **I. Des formes de symbiose avec le régime de Vichy ?**

### *Des éléments de langage communs*

Un certain nombre de convergences idéologiques avec la Révolution nationale, ouvrant à des porosités, a fréquemment été mis en avant. Le scoutisme, en particulier, a été pointé comme terrain de connivence privilégié. Un ensemble de valeurs ou postures étaient partagées<sup>16</sup> : la promotion d'une formation morale et physique, se démarquant du primat de l'intellectuel, exaltant le sens de la loyauté, du courage chevaleresque, du service, le respect des hiérarchies, des traditions, le patriotisme, la mystique du chef, le rapport à la nature. Des signes discursifs explicites d'adhésion à la Révolution nationale peuvent aisément être relevés dans les publications ou prises de parole du scoutisme catholique, et ils tranchent avec la mise à distance de toute expression politique par ce dernier au cours de la décennie précédente<sup>17</sup>. « Le scout est le fils de la Révolution nationale » affirme encore début 1943 le Père Doncoeur, co-fondateur et aumônier national de La Route, la branche aînée, connu pour être resté un soutien tardif du régime<sup>18</sup>. Des responsables scouts se sont aussi retrouvés au cœur des instances gouvernementales ou des structures nouvelles d'encadrement mises en place pour prendre en charge la jeunesse<sup>19</sup>. Le pèlerinage national scout du Puy en août 1942 a été régulièrement présenté comme « une manifestation d'adhésion sans réserve »<sup>20</sup>. Chez les Guides, M.-Th. Cheroutre note qu'en 1940-1941 « les discours officiels en direction de la jeunesse semblent perçus en harmonique avec une double exigence du mouvement : [...] l'appel à l'effort, [...] l'appel à l'action [...] au service du pays ». Mais elle relève aussi, nuanciant cette connivence, que dans les publications internes, accompagnant des thématiques qui peuvent être communes avec Vichy, ce sont avant tout des citations de Baden-Powell, l'inspirateur du scoutisme, qui sont mobilisées<sup>21</sup>.

---

Bernard Barbiche et Christian Sorrel, *La Jeunesse étudiante chrétienne 1929-2009*, Lyon, Chrétiens et sociétés, 2011, 288 p. ; Bernard Giroux, *La Jeunesse étudiante chrétienne, des origines aux années soixante-dix*, Paris, Le Cerf, 2013, 692 p.

<sup>16</sup> Pierre Giolitto, *Histoire de la jeunesse...*, *op. cit.*, p. 498-502 ; Philippe Laneyrie, *Les Scouts...*, *op. cit.*, p. 130-162 ; Christian Guérin, *L'Utopie Scouts*, *op. cit.* ; Jacques Duquesne, *Les Catholiques...*, *op. cit.*, p. 204.

<sup>17</sup> Cf. Philippe Laneyrie, *Les Scouts...*, *op. cit.*, p. 134, 169.

<sup>18</sup> Philippe Laneyrie, *Les Scouts...*, *op. cit.*, p. 150-151. Dominique Avon, *Paul Doncoeur s.j. (1880-1961). Un croisé dans le siècle*, Paris, Le Cerf, 2001, 393 p.

<sup>19</sup> Direction de la Jeunesse : P. Goutet ; Chantiers de jeunesse : La Porte du Theil, le Père Forestier ; Compagnons : H. Dhavernas, A. Cruizat. Cf. Philippe Laneyrie, *Les Scouts...*, *op. cit.*, p. 152-154.

<sup>20</sup> Dominique Avon, « Le pèlerinage du Puy, 12-15 août 1942 », *Revue d'histoire de l'Église de France*, t. 83, n° 211, 1997, p. 395-434 ; Étienne Fouilloux, *Les Chrétiens français entre crise et Libération, 1937-1947*, Paris, Le Seuil, 1997, p. 224.

<sup>21</sup> Marie-Thérèse Cheroutre, *Le Scoutisme...*, *op. cit.*, p. 184, 190.

La direction de l'ACJF a davantage ménagé une distance officielle vis-à-vis de la Révolution nationale. Le président André Colin, à l'automne 1940, réaffirme l'apolitisme :

« L'œuvre des mouvements de jeunesse devient impossible s'ils se trouvent entraînés sur le terrain de la révolution politique et si, au regard des masses, ils apparaissent comme des instruments politiques. »<sup>22</sup>

Toutefois, les travaux d'enquête proposés aux jocistes entre 1939 et 1945 montrent une concentration autour des thématiques « travail » et « vie affective [ce qui renvoie à la famille] et morale », alors que la variété était plus marquée auparavant (« loisirs », « logement »)<sup>23</sup>. Il a pu être relevé que le programme d'action de la JEC pour 1939-40 était articulé autour du triptyque « travail, famille, nation », et qu'elle invitait alors, anticipant le discours maréchaliste, à « rendre son âme à la France », à l'assainir moralement<sup>24</sup>. Toutefois, B. Giroux diagnostique une proximité *conditionnelle* de la JEC avec le pétainisme, le spirituel, la mission apostolique, restant premiers<sup>25</sup>. La « mystique de la terre », la volonté de redonner une « fierté » au monde paysan, rendent quant à elles la JAC et la JACF évidemment réceptives à l'exaltation de « la terre [qui] ne ment pas »<sup>26</sup>. Mais il y a là une inscription dans une tradition agrarienne qui dépasse la configuration conjoncturelle<sup>27</sup>.

Il n'y a donc pas conversion, ralliement subit à un univers référentiel, mais plutôt, globalement, manifestation de résonances autour d'un langage commun inscrit dans une certaine durée<sup>28</sup>. Elles ont eu notamment pour effet des marques non ambiguës de maréchalisme dans les publications des mouvements au cours des premières années du régime – même si cela n'a pas recouvert, et de loin, le reste du discours ; cette attitude était suffisamment inédite pour être à considérer comme significative<sup>29</sup>. Ce maréchalisme s'est toutefois effiloché avec le temps, selon une chronologie qui recoupe globalement celle de l'évolution de l'opinion générale établie par Pierre Laborie<sup>30</sup> : « premières lézardes » en 1941 (une chute marquée de la popularité de Pétain est signalée dans la JOC de zone nord<sup>31</sup> ; le président de l'ACJF aveyronnaise se montre désabusé face aux discours officiels<sup>32</sup>) ; « point de non-retour » franchi à la mi-1942 (arrêt ou forte diminution des mentions

---

<sup>22</sup> Cité par Jacques Duquesne, *Les Catholiques...*, *op. cit.*, p. 206.

<sup>23</sup> Françoise Richou, *La Jeunesse ouvrière...*, *op. cit.*, p. 181 et s.

<sup>24</sup> Bernard Giroux, *La Jeunesse étudiante...*, *op. cit.*, p. 89 ; Pierre Giolitto, *Histoire de la jeunesse...*, *op. cit.*, p. 518.

<sup>25</sup> Bernard Giroux, *La Jeunesse étudiante...*, *op. cit.*, p. 88.

<sup>26</sup> Vincent Flauraud, *La JAC...*, *op. cit.*, p. 190 et s., 219-222.

<sup>27</sup> Cf. Pierre Barral, *Les Agrariens français de Méline à Pisani*, Paris, A. Colin, 1968, 386 p. ; Pierre Cornu et Jean-Luc Mayaud (dir.), *Au nom de la terre. Agrarisme et agrariens en France et en Europe du 19<sup>e</sup> siècle à nos jours*, Paris, Boutique de l'histoire, 2007, 462 p.

<sup>28</sup> Cf. Gérard Cholvy, *Histoire des organisations...*, *op. cit.*, p. 273.

<sup>29</sup> Vincent Flauraud, *La JAC...*, *op. cit.*, p. 188-190 ; Bernard Giroux, *La Jeunesse étudiante...*, *op. cit.*, p. 88-89, 92 ; Gérard Cholvy, *Histoire des organisations...*, *op. cit.*, p. 274.

<sup>30</sup> Pierre Laborie, *L'Opinion française sous Vichy*, Paris, Le Seuil, 1990, p. 233, 248-261.

<sup>31</sup> Michel Lagrée, « La JOC en zone occupée, d'après de nouveaux témoignages », in Jacqueline Sainclivier et Christian Bougeard (dir.), *La Résistance et les Français. Enjeux stratégiques et environnement social*, Rennes, PUR, 1995, § 7.

<sup>32</sup> Vincent Flauraud, *La JAC...*, *op. cit.*, p. 192.

bienveillantes à l'égard du Maréchal dans les publications de mouvements spécialisés<sup>33</sup>) ; « basculement du plus grand nombre » finissant de s'opérer à partir de l'été 1943 (chez les Scouts, notamment, le décrochage semble plus tardif que dans les autres mouvements<sup>34</sup>).

### *Implication civique et sociale*

La participation régulière de groupements de jeunes catholiques à des manifestations patriotiques organisées par le régime en zone sud a elle aussi été régulièrement relevée, mais n'est pas forcément aussi révélatrice<sup>35</sup> : les agréments délivrés en 1941 par le Secrétariat général à la jeunesse (SGJ), instance centrale dans la conduite de la politique de la jeunesse<sup>36</sup>, y contraignaient. Ces agréments eux-mêmes supposaient certes des contreparties et un contrôle, mais ils avaient aussi l'avantage de créer une base juridique garantissant le maintien de chaque mouvement. En outre, la rapide négociation et la précocité d'obtention des agréments, dès le premier semestre d'entrée en vigueur du principe, a épargné aux mouvements catholiques les conditions durcies de contrôle par l'État et d'exclusion d'étrangers et de juifs prévues à compter de juillet 1942<sup>37</sup>.

Dans les faits, l'implication publique des mouvements en matière d'action civique et sociale s'est inscrite dans des démarches de solidarité dont l'initiative ou la coordination ne relevaient pas forcément de l'État. Pour la JAC·F dans le Massif central méridional<sup>38</sup>, ce fut d'abord l'accueil de réfugiés lors de l'exode, suivi du soutien aux prisonniers de guerre (colis, aide aux familles), puis de l'aide au ravitaillement des familles urbaines, en particulier ouvrières (en lien avec les mouvements urbains et adultes) ; au printemps 1943, ce furent des actions de parrainage de sanatoriums (initiées par les Inspections départementales de la santé, seule sollicitation caractérisée venant de l'État), et à compter de février 1944, l'évacuation puis le relogement de populations de la côte méditerranéenne par crainte d'un débarquement (coordonnés par la Croix-Rouge et le Secours national).

Par ailleurs, la politique engagée par l'État a convergé avec l'expérience des mouvements confessionnels en matière de formation et a pu conduire l'État à les solliciter ou les appuyer. L'école nationale des cadres féminins d'Écully a été ainsi portée par Jeanne Aubert, de la JOCF.

---

<sup>33</sup> Bernard Giroux, *La Jeunesse étudiante...*, *op. cit.*, p. 92 ; Vincent Flauraud, *La JAC...*, *op. cit.*, p. 188-190, 245-248 ; Germaine Prat, *L'Action catholique rurale dans l'Hérault : de la JAC au MRJC*, mémoire de maîtrise, Montpellier, 1977, p. 77-84.

<sup>34</sup> Philippe Laneyrie, *Les Scouts...*, *op. cit.*, p. 163.

<sup>35</sup> Pierre Giolitto, *Histoire de la jeunesse...*, *op. cit.*, p. 500 ; Marie-Thérèse Cheroutre, *Le Scoutisme...*, *op. cit.*, p. 186 ; Vincent Flauraud, *La JAC...*, *op. cit.*, p. 190-191.

<sup>36</sup> Jean-Claude Boulanger, *L'Évolution du monde rural en France et l'attitude de la JAC de 1930 à 1950*, thèse de théologie, Paris, 1976, p. 261-262 ; André Basdevant, « Les services de Jeunesse pendant l'Occupation », *Revue d'histoire de la Deuxième Guerre mondiale*, n° 56, 1964, p. 65-88.

<sup>37</sup> André Basdevant, « Les services... », *ibid.*, p. 74-75 ; Jean-Claude Boulanger, *L'Évolution du monde rural...*, *op. cit.*, p. 261-262.

<sup>38</sup> Vincent Flauraud, *La JAC...*, *op. cit.*, p. 209-216, 252-258.

Or D. Barlerin a estimé « ambivalents » les rapports entretenus avec la Révolution nationale par les femmes qui y sont passées<sup>39</sup>.

*Effectifs : un gain contenu*

Ce rôle rempli par les mouvements de jeunesse, en premier lieu catholiques, révèle leur affirmation dans l'espace social, portée par la prééminence accordée par le régime à la jeunesse. Tenter un bilan de l'évolution des effectifs au cours de la guerre peut ainsi être un moyen de mesurer les éventuels effets avantageux de cette situation privilégiée, malgré des données éparées et peu assurées :

**Nombre de membres des organisations de jeunesse catholiques  
(1939-1946)<sup>40</sup>**

	<b>ACJF</b>	<b>JOC</b>	<b>JAC</b>	<b>JEC</b>	<b>Scouts</b>	<b>Guides</b>
<b>1939</b>	400 000	135 000 à 270 000 adhérents ; 12 000 à 22 000 militants	19 500 cotisants (JAC + JACF : peut-être 100 000 en 1940)		75 000	18 000 à 23 000
<b>1942</b>			35 000	20 000 adhérents ; 4 000 militants	57 000	14 000
<b>1945 ou 1946</b>		320 000 adhérents ; 40 000 militants			105 000	50 500

Les estimations globales dont on dispose pour la JOC et les deux branches du scoutisme suggèrent certes un gain global, plus ou moins marqué, à l'issue de la guerre, mais après une phase initiale de repli, entre 1940 et 1942 : la phase de mobilisation, en 1939-40, avait largement désorganisé le fonctionnement des organisations masculines, mettant en sommeil ou faisant

<sup>39</sup> Delphine Barlerin, « L'école nationale des cadres féminins d'Écully : entre Révolution nationale et émancipation », *Cahiers d'histoire*, 44-1, 1999, p. 195-197.

<sup>40</sup> D'après *La Croix*, 31 janvier 1939, 2 février 1939 ; Jean Divo, *La JOC...*, *op. cit.*, p. 255 ; Richou, 1997, p. 32, 36 ; Pierre Giolitto, *Histoire de la jeunesse...*, *op. cit.*, p. 514, 516, 517 ; Bertrand Gasiglia, « La jeunesse agricole catholique, 1939-1945 », in Jean-William Dereymez (dir.), *Être jeune*, *op. cit.*, 2001, p. 218 ; André Basdevant, *Mouvements de jeunesse*, Uriage, École nationale des cadres d'Uriage, 1942, p. 16 ; Marie-Thérèse Cheroutre, *Le Scoutisme...*, *op. cit.*, p. 162, 244 ; Wilfried Douglas Halls, *Les Jeunes...*, *op. cit.*, p. 162 [mais nous écartons son estimation pour l'ACJF en 1942 – 2,3 millions –, peu cohérente ; Pierre Kergomard et Pierre François, *Les Éclaireurs de France de 1911 à 1951*, Paris, EEF, 1983, p. 257 ; Philippe Laneyrie, *Les Scouts...*, *op. cit.*, p. 170 ; [https://fr.scoutwiki.org/Effectif\\_du\\_scoutisme\\_en\\_France](https://fr.scoutwiki.org/Effectif_du_scoutisme_en_France) [lien vérifié le 15-04-2023].

disparaître certains groupes locaux ; puis, formellement, dans la zone occupée, les organisations de jeunesse catholique, légalement interdites par l'occupant, ne pouvaient continuer à fonctionner que de façon clandestine ou discrète, alors que le gros des implantations jacistes ou scoutes avant-guerre se situait dans la moitié septentrionale du pays<sup>41</sup>. Même si les deux années qui ont suivi l'armistice semblent bien avoir été propices à une reconstitution et à un redéploiement en zone sud (bien cerné pour les Guides par Marie-Thérèse Cheroutre), cela n'a visiblement pas suffi à compenser les pertes subies en zone nord. À l'échelle locale, dans le sud du Massif central et l'Hérault, ce profil est confirmé et précisé pour la JAC·F<sup>42</sup> : creux masculin en 1939-40, redémarrage et/ou expansion en 1941-42 ; stabilisation en 1943 ; nouvelle régression masculine en 1944, en lien direct avec le contexte des réquisitions. La croissance initiale en zone sud paraît avoir croisé effets de rattrapage, sensibilité à un discours ambiant pro-jeunesse, recherche de reconnaissance, mais aussi quête d'une sociabilité juvénile... En effet, comme le pointait avec raison Gérard Cholvy, la réduction du champ des libertés a conféré à de tels mouvements un statut propice d'espaces relativement à l'abri des contraintes du temps<sup>43</sup>.

Les chiffres donnés quelque temps après la Libération intègrent probablement les effets de la pleine reprise des activités en ex-zone nord, combinés, en ex-zone sud, avec l'engrangement des gains et la résorption du recul masculin de 1944. Le nombre de jeunes engagés dans la sphère des organisations catholiques serait passé d'une fourchette de 250 000-500 000 avant la guerre (4 à 8 % des 15-24 ans), à 300 000-600 000 à son issue (4 à 9 %)<sup>44</sup>. Il paraît donc exagéré de parler de « progression impressionnante »<sup>45</sup>. Le gain réel, en valeur absolue, apparaît contenu et le poids relatif en sortie de guerre s'inscrit dans la continuité des positions déjà acquises antérieurement. Il convient donc de rester mesuré dans l'estimation du rôle joué par les convergences initiales avec la philosophie politique du gouvernement de Vichy et par la place privilégiée accordée à ce dernier à la jeunesse, dans le renforcement, à moyen terme, du poids des mouvements de jeunesse catholiques dans la société.

---

<sup>41</sup> Françoise Richou, *La Jeunesse ouvrière...*, *op. cit.*, p. 36 ; Philippe Laneyrie, *Les Scouts...*, *op. cit.*, p. 131.

<sup>42</sup> Vincent Flauraud, *La JAC...*, *op. cit.*, p. 176-188, 235-245 ; Germaine Prat, *L'Action catholique rurale...*, *op. cit.*, p. 80-92.

<sup>43</sup> Gérard Cholvy, *Histoire des organisations...*, *op. cit.*, p. 277.

<sup>44</sup> Pour les mouvements pour lesquels nous ne disposons pas de données en 1945-46, nous avons retenu l'estimation du milieu de la guerre. On rejoint ici globalement les estimations de Gérard Cholvy, « Jeunesse chrétienne en mouvements (1945-1995) », *Communio*, XX-6, 1995, p. 51 (10 % des 15-24 ans à la sortie de la guerre).

<sup>45</sup> Michèle Cointet, *L'Église...*, *op. cit.*, p. 141-142. Elle intègre en fait aussi les enfants des Cœurs vaillants et Âmes vaillantes, les Unions protestantes et les Compagnons, non confessionnels. Or elle est reprise par Wikipédia.



## II. Entre articulations et prises de distance

### *Subsister en zone nord malgré l'interdiction*

Aux yeux de P. Vergnet, cherchant visiblement, en 1946, à offrir un récit pouvant contrebalancer la force et le souvenir de l'expression maréchaliste initiale, le fait même, pour les divers mouvements, d'avoir continué à mener leurs activités en zone nord occupée en dépit de l'interdiction formulée par l'ordonnance allemande du 28 août 1940 (tout en ayant délocalisé les secrétariats officiels en zone sud, en général à Lyon<sup>46</sup>), constituait l'une des brillantes illustrations d'engagement « résistant ». Le point d'orgue en avait été la perquisition, puis la fermeture, des secrétariats non autorisés de la JOC et de la JAC en zone nord en 1943<sup>47</sup>. A. Achard, en 1953, dans un opuscule à vocation mémorielle, ajoute le récit d'autres perquisitions dans des locaux jacistes, dès 1940-41<sup>48</sup>. Les Guides de zone occupée y ont échappé de peu<sup>49</sup>. L'arrestation, voire le séjour en prison, de responsables de premier plan actifs en zone nord a elle aussi été régulièrement relevée : l'équipe jaciste présente au secrétariat clandestin de la zone nord à Rennes en mai 1941, dont le président<sup>50</sup> ; le président et l'aumônier national de la JOC<sup>51</sup> ; l'aumônier national de la JEC et son adjoint pour la zone nord<sup>52</sup> ; le responsable des Scouts de France en zone nord<sup>53</sup>. Derrière ces événements mobilisables pour des reconstructions mémorielles, au quotidien c'est plutôt une sorte d'inertie qui a été opposée à l'occupant, en maintenant ou en réactivant le fonctionnement des mouvements, moyennant le recours à une panoplie de subterfuges et d'adaptations : identité factice d'un groupement autorisé ou ouvertement toléré (groupe paroissial à finalité strictement religieuse, en particulier), discrétion et retrait prudent de l'espace public (renoncement aux insignes, aux publications, déplacement des réunions avant le couvre-feu...)<sup>54</sup>. Si manifestations patriotiques transgressives il y eut, elles prirent place dans l'entre-soi, tel le salut aux couleurs dans une cour intérieure, à l'écart d'un camp<sup>55</sup>, ou sans drapeau, avec des foulards aux trois couleurs chez les Guides<sup>56</sup>.

---

<sup>46</sup> À Lyon : ACJF ; JEC ; JECF de l'enseignement public ; JOC ; JAC ; Scouts de France après janvier 1941 (auparavant : Bordeaux, Vichy) ; Guides après février 1942. À Clermont-Fd : JECF-Écoles primaires supérieures, Guides avant février 1942. Cf. Philippe Laneyrie, *Les Scouts...*, *op. cit.* ; Bernard Giroux, *La Jeunesse étudiante...*, *op. cit.* ; M. Lagrée, « La JOC... », *op. cit.* ; Vincent Flauraud, *La JAC...*, *op. cit.* ; Marie-Thérèse Cheroutre, *Le Scoutisme...*, *op. cit.*

<sup>47</sup> Paul Vergnet, *Les Catholiques et la Résistance*, Paris, Les Saints-Pères, 1946 [rééd. 2009], p. 167. Pourtant, pour la JAC, J.-C. Boulanger (*L'Évolution du monde rural...*, *op. cit.*, p. 260), évoque 1941 à Rennes.

<sup>48</sup> Ambroise Achard, *Vingt ans de JACF, 1933-1953*, Paris, JACF, 1953, p. 56 et 86.

<sup>49</sup> Marie-Thérèse Cheroutre, *Le Scoutisme...*, *op. cit.*, p. 173 : ne donne pas la date.

<sup>50</sup> Ambroise Achard, *Vingt ans...*, *op. cit.* ; Jean-Claude Boulanger, *L'Évolution du monde rural...*, *op. cit.*, p. 260.

<sup>51</sup> Michel Lagrée, « La JOC... », *op. cit.*, § 14.

<sup>52</sup> Bernard Giroux, *La Jeunesse étudiante...*, *op. cit.*, p. 120, 158.

<sup>53</sup> Philippe Laneyrie, *Les Scouts...*, *op. cit.*, p. 144.

<sup>54</sup> Marie-Thérèse Cheroutre, *Le Scoutisme...*, *op. cit.*, p. 211-212 ; Philippe Laneyrie, *Les Scouts...*, *op. cit.*, p. 143-144 ; Gérard Cholvy, *Histoire des organisations...*, *op. cit.*, p. 277 ; Lagrée M., « La JOC... », *op. cit.* ; Jean-Claude Boulanger, *L'Évolution du monde rural...*, *op. cit.*, p. 260 ; Vincent Flauraud, *La JAC...*, *op. cit.*, p. 174 ; Jean Divo, *La JOC...*, *op. cit.*, p. 187.

<sup>55</sup> Yves-Marie Hilaire, « Note sur les mouvements de jeunesse catholiques dans la région du Nord pendant la Seconde Guerre mondiale », *Revue du Nord*, tome 60, n° 238, 1978, p. 647-652.

<sup>56</sup> Marie-Thérèse Cheroutre, *Le Scoutisme...*, *op. cit.*, p. 211.

Le peu de réactions de l'occupant face à ces subterfuges tendrait à suggérer qu'il n'y avait pas là, en tout cas avant les tensions nées de l'opposition au STO, de pierre d'achoppement caractérisée. Le poids institutionnel de la hiérarchie catholique, qui avait défendu, dès leur interdiction<sup>57</sup>, ses mouvements, « parties intégrante de l'Église » ayant « reçu mandat »<sup>58</sup>, a introduit à leur égard une tolérance *de facto*<sup>59</sup>, sans aller toutefois jusqu'à les faire pleinement bénéficier des mesures dérogatoires prévues par l'ordonnance modificative du 11 août 1942<sup>60</sup>. En outre, si l'interdiction de 1940 jointe à la mise en place de la ligne de démarcation a distingué deux modes de fonctionnement dans le pays, les allers-retours de dirigeants ont pu être fréquents au prix d'autres feintes<sup>61</sup> et la simplification du passage entre les zones au printemps 1943 a restitué à Paris une part de sa centralité organisationnelle.

### *Des prises de distance conscientes*

Les traces d'intégration ou d'élaboration d'un discours critique soit sur l'occupant, soit sur des décisions de Vichy, sont des pistes plus probantes pour attester de prises de distance conscientes. À l'échelle des mouvements eux-mêmes, René Rémond, ancien jéciste, avait eu tendance à minorer la capacité à intellectualiser une opposition hors de la JEC<sup>62</sup>. Il est vrai qu'au sein de cette dernière, formée dans les années 1930 au modèle d'une « nouvelle chrétienté pluraliste et démocratique »<sup>63</sup>, les signes d'éveil à une conscience critique sont pléthores : dans les sessions, dans les publications clandestines auxquelles le mouvement est associé ; mais ils sont surtout dirigés contre le nazisme<sup>64</sup>. Autour du pôle de résistance spirituelle lyonnais et de ses *Cahiers* (novembre 1941) puis, parallèlement, de son *Courrier du Témoignage chrétien* (mai 1943), l'influence des jésuites, en particulier, a été essentielle<sup>65</sup>. S'il n'est pas aisé de connaître le discours qu'ils ont tenu lors de sessions, il est possible de le subodorer à partir de leurs écrits de l'époque. Le P. de Montcheuil, en 1942, légitime le fait de prendre les armes contre l'ennemi<sup>66</sup>. Quant au P. de Lubac, il récuse tout devoir d'obéissance à l'égard d'un pouvoir qui élabore des lois injustes et contraires au bien commun<sup>67</sup>. Toutefois, il ne faudrait pas limiter cette influence à la JEC. Le

---

<sup>57</sup> Et de nouveau en 1943, après l'arrestation de l'aumônier-fondateur de la JOC : Jean Divo, *La JOC...*, *op. cit.*, p. 186.

<sup>58</sup> Cf. Jean-Yves Baziou, « L'abandon du mandat de l'Action catholique par les évêques », in Bernard Giroux, *Voir, juger, agir : Action catholique, jeunesse et éducation populaire (1945-1979)*, Rennes, PUR, 2022, p. 145-152.

<sup>59</sup> Bernard Giroux, *La Jeunesse étudiante...*, *op. cit.*, p. 90. Claire Andrieu, « Démographie... », *op. cit.*

<sup>60</sup> André Basdevant, « Les services... », *op. cit.*, p. 77.

<sup>61</sup> Michel Lagrée, « La JOC... », *op. cit.*, § 15.

<sup>62</sup> Cf. la critique de Michel Lagrée, *ibid.*, § 2.

<sup>63</sup> Bernard Giroux, *La Jeunesse étudiante...*, *op. cit.*, p. 80.

<sup>64</sup> Bernard Giroux, *ibid.*, p. 85, 93-97 ; Alain-René Michel, *La JEC face au nazisme et à Vichy, 1938-1944*, Lille, Presses universitaires de Lille, 1988, 311 p. ; Pierre Giolitto, *Histoire de la jeunesse...*, *op. cit.*, p. 519 ; Gérard Cholvy, *Histoire des organisations...*, *op. cit.*, p. 275, 281 ; Paul Vergnet, *Les Catholiques...*, *op. cit.*, p. 164.

<sup>65</sup> Bernard Giroux, *La Jeunesse étudiante...*, *op. cit.*, p. 82, 95-96, 117-118, 123.

<sup>66</sup> Yves de Montcheuil, « L'Église et le monde actuel », *Témoignage chrétien*, 1945, cité par Renée Bédarida, « Les catholiques et la lutte armée », in François Marcot (dir.), *La résistance et les Français. Lutte armée et maquis*, Besançon, Presses de l'université de Franche-Comté, 1996, p. 44.

<sup>67</sup> Cité par Bernard Giroux, *La Jeunesse étudiante...*, *op. cit.*, p. 118.

P. de Lubac intervient également auprès de jocistes<sup>68</sup>. Et l'ancien responsable jaciste aveyronnais Paul Cousty avait été marqué par l'initiation à la réalité du nazisme par l'aumônier diocésain ou lors de sessions à Montauban animées par des jésuites<sup>69</sup>. D'anciennes Guides toulousaines mentionnent la lecture de *Témoignage Chrétien*, des arrestations de proches, la lettre de M<sup>gr</sup> Saliège sur les juifs, comme des voies fragiles mais cumulatives de prise de conscience<sup>70</sup>. Publiés au grand jour à compter de juin 1941 avant d'être définitivement interdits en juin 1943, les *Cahiers de notre jeunesse*, de l'ACJF, jouent avec la censure pour multiplier les appels à la vigilance et fournir des arguments critiques<sup>71</sup>. Toutefois, on peut rejoindre G. Cholvy sur les nuances à avancer à propos du degré d'imprégnation des militants de base ou des sympathisants, par le contenu de formations auxquelles ils ne participaient pas forcément<sup>72</sup>. D'autre part, les mesures antisémites de Vichy n'entraînent pas de réactions publiques fortes et systématiques. Leur appréciation est hésitante au sein de la JEC<sup>73</sup>. L'indignation semble plus prompte quand des mesures touchent à la vie organisationnelle propre, comme c'est le cas avec la dissolution du scoutisme israélite en novembre 1941<sup>74</sup>.

Ce sont les réquisitions pour le travail en Allemagne dans le cadre de la Relève en septembre 1942 puis du STO en février 1943 (étendu aux jeunes ruraux en juin) qui ébranlent le plus les jeunes des mouvements catholiques, dans les branches masculines en particulier. Le désaccord de principe avec la mesure est partagé, mais avec des stratégies diverses selon les mouvements ou les individus. Les dirigeants et aumôniers scouts penchent majoritairement pour l'obéissance donc pour le départ, tout en ne faisant pas l'unanimité dans leurs rangs<sup>75</sup>. La JOC, surtout, pousse à se soumettre à l'obligation, afin de faire œuvre d'apostolat et de solidarité de classe. Mais à l'échelle micro, J. Divo constate que beaucoup de départs s'expliquent par la menace de représailles sur les familles de réfractaires, ou par l'échec des stratégies déployées pour essayer de ne pas partir<sup>76</sup>. C'est la JEC qui se montre la plus hostile. Sous son influence est voté par le conseil national de l'ACJF, le 6 mars 1943, un texte contestant l'obligation de travail en Allemagne, ce qui fait de l'ACJF « la seule institution catholique – et l'une des rares institutions françaises – à prendre publiquement position contre le départ »<sup>77</sup>.

---

<sup>68</sup> Gérard Cholvy, *Histoire des organisations...*, *op. cit.*, p. 281.

<sup>69</sup> Vincent Flauraud, *La JAC...*, *op. cit.*, p. 252-253.

<sup>70</sup> Marie-Thérèse Cheroutre, *Le Scoutisme...*, *op. cit.*, p. 209.

<sup>71</sup> Gérard Cholvy, *Histoire des organisations...*, *op. cit.*, p. 241. Jacques Duquesne, *Les Catholiques...*, *op. cit.*, p. 291-292. Marie-Thérèse Cheroutre, *Le Scoutisme...*, *op. cit.*, p. 229.

<sup>72</sup> Gérard Cholvy, *Histoire des organisations...*, *op. cit.*, p. 281. Cf. le témoignage de Marcel Montcel sur la JOC en zone nord en 1941 (Michel Lagrée, « La JOC... », *op. cit.*).

<sup>73</sup> Bernard Giroux, *La Jeunesse étudiante...*, *op. cit.*, p. 95-96.

<sup>74</sup> Pierre Giolitto, *Histoire de la jeunesse...*, *op. cit.*, p. 503. Gérard Cholvy, *Histoire des organisations...*, *op. cit.*, p. 276.

<sup>75</sup> Philippe Laneyrie, *Les Scouts...*, *op. cit.*, p. 164-165. Raphaël Spina, *Histoire du STO*, Paris, Perrin, 2017, empl. 6436.

<sup>76</sup> Jean Divo, *La JOC...*, *op. cit.*, p. 205-208.

<sup>77</sup> Raphaël Spina, *Histoire du STO*, *op. cit.*, empl. 6450.

En juillet 1943, le Conseil privé des mouvements, réunissant ACJF, Scoutisme français, Conseil protestant de la jeunesse et mouvements féminins catholiques, estime que le gouvernement n'est plus souverain, qu'il ne lui est pas dû obéissance – tout en ne voulant pas engager les mouvements en tant que tels dans une dissidence, ce qui reviendrait à rompre avec leur ligne d'apolitisme<sup>78</sup>. Le constat reste interne, mais le point de bascule est atteint.

### *Quels engagements dans la Résistance-organisation ?*

Pour autant, il est difficile de dire dans quelles proportions il a pu y avoir engagement personnel dans la « Résistance-organisation »<sup>79</sup>. Gérard Cholvy avançait que, globalement, l'attentisme l'avait emporté<sup>80</sup>. Néanmoins, lorsqu'au printemps 1943, venu d'Alger, Jean-Louis Fraval, émissaire du CNF<sup>81</sup> puis du Comité français de libération nationale, a entrepris d'établir des liens avec les groupements de jeunesse, des accords ont vite été trouvés avec l'ACJF et ses mouvements spécialisés, comme avec la jeunesse protestante et le scoutisme neutre et protestant – mais non avec le scoutisme catholique<sup>82</sup>. En octobre 1943, les FUJP, Forces unies de la jeunesse patriotique<sup>83</sup>, étaient constituées. Pour y porter la représentation des jeunesses catholiques, le conseil national clandestin de l'ACJF a formalisé la création des Jeunes chrétiens combattants<sup>84</sup>. L'activité à part entière des FUJP, en tant que telles, aurait concerné avant tout des actions de propagande, de diffusion de journaux<sup>85</sup>, ce qui cadre avec les tâches d'agents de liaison ou de propagandistes clandestins largement signalées dans les jeunesses catholiques<sup>86</sup>.

L'engagement *combattant* est plus difficile à évaluer. Son caractère très genré ne permet guère d'y repérer l'implication des mouvements féminins, en général cantonnés à des tâches auxiliaires, mais où, faute de déclencheurs individuels comme la réquisition personnelle chez les jeunes gens, le recrutement par enrôlement, s'appuyant sur une interconnaissance fine et un jeu d'affinités<sup>87</sup>, a pu apparaître privilégié : chez les Guides, Marie-Thérèse Cheroutre cite des exemples en Alsace dès juillet 1940 (groupe « Pur sang ») et autour de la commissaire régionale de Haute-Savoie<sup>88</sup>.

---

<sup>78</sup> Jacques Duquesne, *Les Catholiques...*, *op. cit.*, p. 212-213.

<sup>79</sup> Cf. François Marcot, « Pour une sociologie de la résistance : intentionnalité et fonctionnalité », in Antoine Prost, *La Résistance, une histoire sociale*, Paris, éditions de L'Atelier, 1997, p. 23.

<sup>80</sup> Gérard Cholvy, *Histoire des organisations...*, *op. cit.*, p. 279.

<sup>81</sup> Comité national français.

<sup>82</sup> Henri Noguères, *Histoire de la Résistance...*, *op. cit.*, p. 80-86.

<sup>83</sup> Marie-Thérèse Cheroutre, *Le Scoutisme...*, *op. cit.*, p. 228-230, cite une affiche indiquant comme composantes des FUJP : Jeunes chrétiens combattants, Jeunes protestants patriotes, OCJM, jeunes du MLN, Jeunesses communistes de France, Jeunes paysans patriotes, jeunes des FTP, Front patriotique de la jeunesse.

<sup>84</sup> Bernard Giroux, *La Jeunesse étudiante...*, *op. cit.*, p. 125. Jacques Duquesne, *Les Catholiques...*, *op. cit.*, p. 318-319.

<sup>85</sup> Henri Noguères, *Histoire de la Résistance en France*, t. 4, *Formez vos bataillons !*, Paris, Robert Laffont, 1976, p. 86

<sup>86</sup> Bernard Giroux, *La Jeunesse étudiante...*, *op. cit.*, p. 121-122 ; Jean Divo, *La JOC...*, *op. cit.*, p. 217-219. Gérard Cholvy, *Histoire des organisations...*, *op. cit.*, p. 284.

<sup>87</sup> Olivier Wieviorka, *Histoire de la Résistance, 1940-1945*, Paris, Perrin, 2013, p. 435.

<sup>88</sup> Marie-Thérèse Cheroutre, *Le Scoutisme...*, *op. cit.*, p. 216-217, 233.

Jean Divo montre toutefois que les filles de la JOCF du Doubs ont pu s'approcher de la sphère du combat, chargées du transport d'armes ou du guet<sup>89</sup>. Chez les jeunes gens, dans les cas de départs jacistes au maquis étudiés dans le sud du Massif central, ce sont avant tout des itinéraires très personnels qui ressortent<sup>90</sup>. L'appartenance à un mouvement de jeunesse a pu ouvrir « les voies d'une autonomie »<sup>91</sup> conduisant à l'engagement. Mais ce fut au prix de tiraillements avec d'autres militants pour qui devait primer le maintien à l'écart du politique. La convocation pour le STO a été souvent le déclencheur, le réseau des aumôniers étant alors essentiel pour permettre la mise à l'abri (on le constate aussi en Bretagne<sup>92</sup>). Mais le maquis a pu n'être rejoint que par étapes. Dans d'autres cas, un « goût pour l'aventure » a pu précipiter le basculement. La dynamique de groupe a pu, localement, être engagée. Chez les Scouts, elle peut être illustrée par l'épopée du clan Guy de Larigaudie, à Belfort, engagé dans les combats de l'automne 1944 et dont onze des vingt-quatre membres ont trouvé la mort<sup>93</sup>. Pour Gérard Cholvy, ce sont les Scouts qui auraient payé le plus lourd tribut, beaucoup – des aînés – ayant eu des fonctions d'encadrement en raison d'une formation d'officiers<sup>94</sup>. Dans l'échantillon de 804 Français libres étudiés par Jean-François Muracciole, 11,4 % sont passés par le scoutisme (toutes organisations confondues), 2,5 % dans les mouvements de jeunesse d'Action catholique<sup>95</sup> ; mais cela reflète les effets induits sur une part d'adultes. La base de données des scouts morts pour la France constituée par la communauté religieuse de Riaumont<sup>96</sup> permet, elle, d'isoler les 15-26 ans morts de 1941 à 1945<sup>97</sup>. On totalise alors<sup>98</sup> un peu plus de 730 Scouts de France, une trentaine de Guides et deux centaines d'Éclaireurs. Toutes les estimations chiffrées autour du nombre de résistants sont contestées et contestables. Mais si nous veillons à retenir des « fourchettes » communes<sup>99</sup> pour estimer avant tout des ordres de grandeur, on obtient entre 0,7 et 1 % de Scouts de France morts pour la France entre 1941 et fin 1945, contre 0,3 % de l'ensemble de la population ; et peut-être 2 à 5 % de Résistants chez ces Scouts, contre 0,8 à 1,3 % dans l'ensemble de la population<sup>100</sup> : cela reste une

---

<sup>89</sup> Jean Divo, *La JOC...*, *op. cit.*, p. 217.

<sup>90</sup> Vincent Flauraud, *La JAC...*, *op. cit.*, p. 247-251.

<sup>91</sup> Cf. Antoine Prost, « Jeunesse et société dans la France de l'Entre-deux-guerres », *Vingtième siècle, revue d'histoire*, n° 13, janvier 1987, p. 35-44 ; Olivier Wieviorka, « La Résistance, une affaire de jeunes », in Jean-William Dereymez (dir.), *Être jeune, op. cit.*

<sup>92</sup> Robert Fort, *Ils ont révolutionné le monde rural. L'aventure de la JAC en Bretagne (1930-1970)*, Brest, Le Télégramme, 2001, p. 30-31.

<sup>93</sup> Dominique Varry, « Foulard rouge et noir : Le Clan Guy de Larigaudie de Belfort », *Résistance FFI. Bulletin de la Fédération des amicales des Forces Françaises de l'Intérieur du Doubs, Jura-Nord, Territoire de Belfort*, n° 23, 1997, p. 27-31.

<sup>94</sup> Gérard Cholvy, *Histoire des organisations...*, *op. cit.*, p. 284-285.

<sup>95</sup> Jean-François Muracciole, *Les Français libres, l'autre Résistance*, Paris, Tallandier, 2009, p. 177.

<sup>96</sup> <https://riaumont.net/scoutisme/memorial/index-des-scouts-morts-pour-la-france/> [vérifié le 27-05-2023].

<sup>97</sup> Pour se centrer sur ceux qui ont alors une expérience en cours, ou très proche, du scoutisme.

<sup>98</sup> Dans l'état de la base en avril 2023.

<sup>99</sup> Pour le nombre de résistants : Olivier Wieviorka, *Histoire de la Résistance...*, *op. cit.*, 2013, p. 237, propose entre 300 000 et 500 000, pour un nombre de cartes de CVR autour de 250 000. Pour le nombre de morts pour la France entre 1941 et fin 1945, le site Mémoire des hommes en signalait, en avril 2023, 118 305.

<sup>100</sup> Nous retenons ici, à titre d'hypothèse, le rapport de 1 à 3 ou 1 à 5 entre le nombre de morts pour la France et le nombre de Résistants estimés, à l'échelle du pays, que nous appliquons expérimentalement aux scouts

minorité, mais il semblerait bien y avoir une majoration, à mettre en rapport avec un effet d'appartenance. Ce niveau d'engagement contraste avec celui qui caractérise le choix de la collaboration (en rejoignant la LVF ou la milice), qui est demeuré très rare chez les scouts<sup>101</sup>.

### III. Affronter l'incertitude

#### « Jeunesse unique » et nouveaux groupements concurrents

En permanence, pour les mouvements concernés, c'est un jeu de rapports de force entre champs d'influence qui fut activé, leur pronostic vital pouvant, à certains moments, paraître engagé. La crainte majeure et récurrente fut celle de l'instauration d'un mouvement de jeunesse unique, sur le modèle de ce qu'avaient imposé les États totalitaires. Le fait que la France y ait finalement échappé a régulièrement été retenu, dans l'historiographie, comme un critère de non-identification du régime autoritaire de Vichy, « au départ du moins », comme fasciste<sup>102</sup>. Pour autant, la perception du risque au sein des organisations catholiques et de la hiérarchie ecclésiastique a été constante et la vigilance permanente<sup>103</sup>. Deux phases sont généralement distinguées. D'abord, de septembre 1940 à avril-juin 1942, le risque semble encore mesuré : le Secrétariat général à la Jeunesse est placé sous l'autorité de Georges Lamirand, chrétien social<sup>104</sup> ; le Maréchal réitère régulièrement son assentiment au pluralisme des mouvements de jeunesse : en août 1941, en mars 1942<sup>105</sup>. Pour autant, les alertes ont été récurrentes, les collaborationnistes œuvrant en coulisses<sup>106</sup>.

Révélant la vivacité de l'inquiétude, l'épiscopat, courant 1941, signifie publiquement, à plusieurs reprises, son refus de toute fusion<sup>107</sup>. L'Assemblée des cardinaux et archevêques forge en juillet une formule restée fameuse : « Jeunesse unie au service du pays ? oui ; Jeunesse unique ? non ! »<sup>108</sup>. Ouvrant une seconde phase, les collaborationnistes prennent les rênes du SGJ à compter

---

<sup>101</sup> Léa Vandenhelsken, *Miliciens et miliciennes en sortie de guerre : jugements et représentations d'un groupe collaborateur (1943-1951)*, mémoire de master, univ. Paris 1, 2020, p. 145.

<sup>102</sup> Jean-Marie Guillon, « La philosophie politique de la Révolution nationale », in Jean-Pierre Azéma et François Bédarida (dir.), *Vichy et les Français*, Paris, Fayard, 1992, p. 175 ; Claire Andrieu, « Démographie... », *op. cit.*, p. 497.

<sup>103</sup> Cf. Jérôme Cotillon, « Jeunesses maréchaliste et collaborationniste dans la France de Vichy », *Matériaux pour l'histoire de notre temps*, n° 74, 2004, p. 29-36.

<sup>104</sup> Pierre Giolitto, *Histoire de la jeunesse...*, *op. cit.*, p. 448-452 ; R. Baudouï, « Du rôle social de la jeunesse dans la Révolution nationale. Georges Lamirand, secrétaire général à la jeunesse », in Jean-William Dereymez (dir.), *Être jeune*, *op. cit.*, p. 139-145 ; Bernard Comte, « Entre éducation et embrigadement : le secrétariat général à la Jeunesse de Lamirand, 1940-1942 », in Jean-William Dereymez (dir.), *Être jeune*, *op. cit.*, p. 147-154 ; André Basdevant, « Les services... », *op. cit.*, p. 65-88.

<sup>105</sup> André Basdevant, *ibid.*, p. 70 ; Jacques Duquesne, *Les Catholiques...*, *op. cit.*, p. 204, 210.

<sup>106</sup> Jacques Duquesne, *ibid.*, p. 205, 207-208. Philippe Laneyrie, *Les Scouts...*, *op. cit.*, p. 147. Pierre Giolitto, *Histoire de la jeunesse...*, *op. cit.*, p. 463-464.

<sup>107</sup> Jean-Louis Clément, *Les Évêques au temps de Vichy : loyalisme sans inféodation. Les relations entre l'Église et l'État de 1940 à 1944*, Paris, Beauchesne, 1999, p. 96, cite les évêques de Viviers, Mende, Besançon.

<sup>108</sup> Cité par Jean-Louis Clément, *Les Évêques...*, *ibid.*, p. 95 ; Gérard Cholvy, *Histoire des organisations...*, *op. cit.*, p. 276.

de juin 1942, à la suite du retour de Laval et de l'arrivée d'Abel Bonnard comme nouveau ministre de l'Instruction publique<sup>109</sup>. En juin 1943, Félix Olivier-Martin, nouveau secrétaire général, stigmatise le pluralisme des organisations de jeunesse et annonce la suppression des agréments<sup>110</sup> – qui « gelaient » une situation. Pourtant, la fusion des organisations ne fut jamais engagée. C'est paradoxalement au moment où ceux qui avaient reçu la charge de la politique de la Jeunesse étaient ouvertement partisans d'une jeunesse unique, que la perception du risque semble être devenue moins centrale : le contexte avait changé, l'horizon d'attente lié au régime de Vichy s'était sans doute restreint, il n'était plus forcément perçu comme appelé à durer ; de fait, le SGJ, puis le CGJ qui le remplaça, n'avaient plus guère prise sur la jeunesse.

Parallèlement, depuis 1940, la naissance concurrentielle de nouveaux mouvements à ambition nationale, recevant de façon appuyée le soutien du gouvernement, a pu rompre régulièrement les équilibres et entretenir l'incertitude. À l'usage, néanmoins, ces structures nouvelles n'ont pas remis en cause la prééminence des jeunesses catholiques<sup>111</sup>, fortes d'une « prime au sortant » – mais qui ne pouvaient le savoir à l'avance. De surcroît, le soutien étatique, dans plusieurs cas, n'a pas duré<sup>112</sup>. Parmi les organisations à but éducatif et civique, les deux figures de proue qu'ont été les Compagnons de France, dès juillet 1940 (et les Compagnes à compter de mai 1942)<sup>113</sup>, ainsi que les Équipes nationales<sup>114</sup>, n'auraient réuni au mieux qu'une trentaine de milliers de membres chacune<sup>115</sup>, et nombre de leurs cadres ont migré progressivement vers la Résistance. Du côté des organisations nouvelles à but politique<sup>116</sup>, fascistes, ce ne sont chaque fois que trois à cinq mille individus – peut-être une dizaine de milliers pour les JFOM – qui ont été captés, soit peut-être au total une autre trentaine ou quarantaine de milliers. La meilleure réussite a plutôt été, numériquement, celle des Chantiers de jeunesse. Or, se substituant au service militaire, ils n'étaient pas un mouvement de jeunesse, et le temps d'appartenance était par définition limité. Leur recrutement maximal a été atteint en avril 1942, avec 96 000 jeunes, avant une inexorable chute

---

<sup>109</sup> Jacques Duquesne, *Les Catholiques...*, *op. cit.*, p. 204, 210 ; André Basdevant, « Les services... », *op. cit.*. Pourtant, les subventions continuent à être versées au scoutisme et augmentent même.

<sup>110</sup> Jérôme Cotillon, « Jeunesses maréchaliste... », *op. cit.*, p. 35. Jacques Duquesne, *Les Catholiques...*, *op. cit.*, p. 211.

<sup>111</sup> Pour une vue générale et chiffrée : Claire Andrieu, « Démographie... », *op. cit.*, p. 503-520 ; Jérôme Cotillon, « Jeunesses maréchaliste... », *op. cit.*

<sup>112</sup> Claire Andrieu, « Démographie... », *op. cit.*, p. 503-504.

<sup>113</sup> Cf. Rozenn de Kerangal, *Un Mouvement de jeunesse entre Révolution nationale et Résistance : Les Compagnons de France 1940-1944*, thèse, université de Reims, 1999, 727 p. ; Pierre Giolitto, *Histoire de la jeunesse...*, *op. cit.*, p. 506 ; Philip Nord, « Vichy et ses survivances : les Compagnons de France », *Revue d'histoire moderne & contemporaine*, vol. 59-4, n° 4, 2012, p. 125-163.

<sup>114</sup> Cf. Yagil Limore, « Les Équipes... », *op. cit.*

<sup>115</sup> Une estimation pour les Équipes nationales n'a pu être trouvée que dans le site personnel de Jacques Champault (<http://j.champault.pagesperso-orange.fr/Equipes1.html> ; accès vérifié le 26 mai 2023), mais il ne donne pas de référence.

<sup>116</sup> Chronologiquement : Jeunes du Maréchal et Jeune Légion apparus fin 1940 ; Jeunesse de France et d'outre-mer, France nouvelle, Jeunesse nationale populaire (autour de Déat) en 1941 ; Jeunesse populaire française (autour de Doriot), Jeunesses francistes, Jeunes de l'Europe nouvelle en 1944. Pourraient y être ajoutées les Jeunesses paysannes (« Chemises vertes ») proches de Dorgères, héritées de l'avant-guerre, dont Jérôme Cotillon (« Jeunesses maréchaliste... », *op. cit.*) souligne aussi la tendance fascisante. Cf. Claire Andrieu, « Démographie... », *op. cit.*, p. 505.

liée aux ponctions allemandes puis au passage à la clandestinité (plus que 16 000 jeunes présents en mai 1944)<sup>117</sup>. Rien de comparable, chaque fois, aux effectifs consolidés des jeunesses catholiques.

### *Tactiques de survie*

Ce n'est pas une seule stratégie qui a été déployée face à la perception d'un danger concurrentiel ou de fusion. La tentation de l'isolement aurait pu se révéler contre-productive, car se couper de l'écosystème des organisations de jeunesse aurait pu conduire à un étiolement ou à un étranglement par le pouvoir. Il n'y eut jamais de rupture entre les organisations catholiques et le SGJ puis le CGJ<sup>118</sup>. Il serait bon de s'interroger sur les effets de l'existence, non d'un « bloc », mais d'un archipel d'organisations relevant de cette sphère, à côté des instances de l'Église en soi, pour introduire une sorte de fluidité dans les relations : quelle que soit la distance marquée par une ou plusieurs des organisations, la jeunesse catholique organisée restait toujours d'une manière ou d'une autre dans le jeu. En 1941, lors des négociations pour les agréments, la fermeté de l'ACJF (refus des subventions pour préserver son autonomie, exigence de garanties sur l'indépendance du spirituel) a été contrebalancée par la disposition à composer du scoutisme (subventions acceptées, avec le contrôle allant de pair)<sup>119</sup>, et ce faisant un compromis a pu être trouvé. Quand, à l'été 1943, le nouveau SGJ tente de relancer les Équipes nationales, le comité général de l'ACJF persiste à interdire à ses membres d'y participer. Mais dans le même temps, localement, des évêques et des mouvements spécialisés apportent leur soutien ou s'y impliquent<sup>120</sup>. Cette concomitance de fermeté et de disposition à composer n'est peut-être pas étrangère à l'évolution du SGJ, passant d'un projet de mouvement obligatoire et très hiérarchisé, à une structure plus souple, aux activités intermittentes de secours, plus acceptable par l'ACJF, qui jugule ainsi et la possible concurrence, et le risque de voir mis en place un embryon de jeunesse unique.

Une autre tactique de préservation, plus « interne », a consisté à pousser au développement propre. C'était un moyen de constituer un rôle de résistance plus conséquent. La JEC, dès l'automne 1940, chercha à massifier sa présence dans les établissements scolaires par crainte que des « initiatives non chrétiennes ou antichrétiennes ne nous devancent »<sup>121</sup>. À l'échelle diocésaine, des stratégies épiscopales ont pu se retourner par rapport à l'avant-guerre. Tel évêque jadis très

---

<sup>117</sup> Olivier Faron, *Les Chantiers de jeunesse*, Paris, Grasset, 2011, Annexe n° 2.

<sup>118</sup> Claire Andrieu, « Démographie... », *op. cit.*, p. 502-203.

<sup>119</sup> Jacques Duquesne, *Les Catholiques...*, *op. cit.*, p. 209 ; Philippe Laneyrie, *Les Scouts...*, *op. cit.*, p. 148 ; Marie-Thérèse Cheroutre, *Le Scoutisme...*, *op. cit.*, p. 188.

<sup>120</sup> On s'appuie ici sur les éléments donnés par Jacques Duquesne, *Les Catholiques...*, *op. cit.*, p. 210-212.

<sup>121</sup> Bernard Giroux, *La Jeunesse étudiante...*, *op. cit.*, p. 91.



réticent vis-à-vis de la spécialisation a pu la laisser dès lors s'engager, et l'appuyer, parce qu'elle permettait, en pluralisant l'offre, de compliquer une entreprise de fusion<sup>122</sup>.

La troisième voie stratégique identifiable fut celle de la conclusion d'alliances entre organisations, permettant de faire poids d'une autre manière que via la seule addition des forces catholiques, déjà prédominantes. La Fédération du scoutisme français a été fondée à l'automne 1940<sup>123</sup>. Elle était composée des six associations du scoutisme et transcendait à la fois les appartenances confessionnelles et la traditionnelle séparation genrée. Mais les mouvements catholiques ont bien veillé à l'adoption d'une forme juridique préservant l'autonomie de chacun des mouvements.

Autre illustration : dans une configuration cette fois clandestine est né, fin 1942, le Conseil privé des mouvements de jeunesse<sup>124</sup>. Il s'était agi de réagir au projet de mise en place d'un Directoire des grands mouvements par le SGJ qui aurait inclus des organisations de jeunesse politiques. L'agrégation des structures, demeurant souple, pouvait là encore ressortir d'une stratégie de protection, de défense, plus que de positionnement idéologique par affirmation d'une dissidence. De telles alliances avaient un aspect performatif : elles ont initié du dialogue, des rapprochements, une identité commune d'organisations de jeunesse plus effective.

Enfin, l'engagement ponctuel d'une coopération avec des organisations de jeunesse clairement rattachées au champ vichyste, plus complexe à analyser, peut apparaître pour sa part comme un moyen contraint et détourné de se garantir une visibilité sociale en cas d'affaiblissement des ressources internes. La JAC·F s'est trouvée dans l'obligation de formaliser des liens avec la Corporation paysanne et les Groupes de Jeunes paysans et paysannes (GJP), lors de la création du Comité de coordination pour la jeunesse rurale, en février 1943<sup>125</sup>. Mais la mise en œuvre locale a fortement varié, dessinant plusieurs configurations en fonction des forces de chacune des parties<sup>126</sup> : l'infiltration et l'instrumentalisation de la Corporation et des GJP par des jacistes ; l'appui de la Corporation sur la JAC·F ; la JAC composant avec la Corporation et les GJP ; l'ignorance mutuelle. Il y a eu là, chaque fois, de la part des acteurs organisationnels, des analyses stratégiques de préservation opérées en situation d'incertitude, conduisant à moduler les pratiques d'alliance, pour se protéger au mieux.

---

<sup>122</sup> Vincent Flauraud, *La JAC...*, *op. cit.*, p. 195-196.

<sup>123</sup> Philippe Laneyrie, *Les Scouts...*, *op. cit.*, p. 148 ; Pierre Giolitto, *Histoire de la jeunesse...*, *op. cit.*, p. 499 ; Gérard Cholvy, *Histoire des organisations...*, *op. cit.*, p. 276 ; Marie-Thérèse Cheroutre, *Le Scoutisme...*, *op. cit.*, p. 176-180.

<sup>124</sup> Groupant l'ACJF, le Scoutisme français, le Conseil protestant de la jeunesse, les Compagnons de France et les Camarades de la route. Jacques Duquesne, *Les Catholiques...*, *op. cit.*, p. 212.

<sup>125</sup> Un mois avant la mise en place du Comité national définitif de la Corporation, ce qui explique ce caractère tardif. Cf. Isabel Boussard, *Vichy et la Corporation paysanne*, Paris, FNPS, 1980, 415 p..

<sup>126</sup> Vincent Flauraud, *La JAC...*, *op. cit.*, p. 268-283.

\*\*\*

Il y a ainsi tout à gagner à banaliser et pluraliser l'approche des jeunesses catholiques sous le régime de Vichy. La banaliser conduit à prendre en compte le poids du contexte dans les modulations du rapport avec le pouvoir ou de la vision de celui-ci. Tout est sans cesse reconfiguré et l'évolution de l'opinion des jeunesses catholique s'opère de conserve avec celle de l'opinion générale (à l'exception d'un petit décalage pour les scouts). La vie des groupes est d'autre part très largement affectée par les grands cadres du fonctionnement social, ce qui doit conduire à pluraliser la lecture qui en est faite. En particulier, la configuration alors très genrée de la société est un prisme essentiel pour saisir une bonne part des logiques d'action différenciées au sein des jeunesses catholiques, non mixtes, et plongées dans un temps de guerre qui ponctionne d'abord les hommes, sous un régime qui réactive les idéaux d'un « éternel féminin ».

Un autre prisme en mesure de donner bien des clés de lecture est organisationnel. Il y a là des groupes constitués, satellites d'une institution-organisation plurimillénaire, qui s'activent pour se maintenir dans une phase où ils sont mis à l'épreuve. Penser les relations au pouvoir comme un permanent jeu de rapports de forces permet de ne pas avoir l'attention rivée sur les seuls critères de compromission ou de conversion. Les aspects idéologiques eux-mêmes sont à lire en fonction des résonances possibles autour des cultures organisationnelles déjà ancrées, relevant d'une temporalité non conjoncturelle. Communément, un *habitus* d'apolitisme a pesé. Mounier l'incriminait. Mais il a d'une certaine façon préservé les organisations de jeunesse catholiques en tant que telles – elles ont subsisté, même après le conflit, quand les créations du régime ont pour beaucoup disparu avant lui – sans empêcher les engagements individuels dans la lutte. Ils sont restés minoritaires, certes, mais comme ils l'ont été dans l'ensemble du pays. Et des indices sont même là, d'un possible effet d'appartenance (donc de sensibilisation) dans l'entrée en dissidence.